Bilan des quinquennats macron : un démantèlement délibéré de la voie professionnelle !

jeudi 3 septembre 2026, par CGT educ’action

RENTRÉE 2026 : IMPRÉPARATION, MÉPRIS ET ENTÊTEMENT…

1- Retour sur les examens de la session 2026 : des conditions pénibles et dangereuses

Lors des discussions sur le calendrier des examens de la session 2026, la CGT Éduc’action avait proposé que les épreuves se déroulent le matin pour anticiper une éventuelle canicule. Le ministère était resté sourd à cette demande, et **les épreuves du bac professionnel ont eu lieu, dans une chaleur accablante**, plaçant les élèves et les personnels dans des conditions pénibles voire dangereuses. Pour la session 2027 les épreuves se dérouleront à partir du 7 juin et uniquement le matin. Au-delà des aménagements de raison, **l’urgence réside dans la rénovation du bâti scolaire**.

L’introduction de **la correction dématérialisée** des copies à laquelle la CGT Éduc’action est opposée, a été **imposée sans concertation**. Elle a dégradé le travail collectif et collaboratif des personnels, et remis en cause l’équité de traitement des élèves. La CGT Éduc’action exige à minima dans un cadre national, des décharges de service allouées à la hauteur de la charge de travail demandée.

2- Parcours en Y : entêtement du ministre, désorganisation et absentéisme à venir

Alors que le parcours « Y » est un échec, le ministre s’entête à le maintenir. Entre novembre et début avril, les élèves du module "insertion professionnelle" feront, dans la continuité ou pas de leur PFMP, deux semaines supplémentaires, sécables et gratifiées. Ce module est corrélé avec le dispositif Avenir pro. Pour celles et ceux optant pour le module "poursuites d’études", ces deux

semaines seront consacrées à préparer leur admission via Parcoursup dans un hypothétique BTS. Même réduit et déplacé dans l'année, ce parcours est inutile et va engendrer **désorganisation et absentéisme !** La CGT Éduc'action revendique son abrogation.

3- Dangerosité de l'entreprise : morts plusieurs élèves en stage

Le **décès de plusieurs mineurs en stage** a contraint le gouvernement à reconnaître, à demi-mot, la **dangerosité de l'entreprise**. Pour l'instant, **les réponses institutionnelles ne sont pas à la hauteur.**

Pour la CGT Éduc'action, il n'y a pas de fatalité et des solutions existent pour protéger la jeunesse. Il faut transformer les PFMP en stage de pratique et d'observation, les réduire et les sécuriser. Pour la CGT Éduc'action il faut travailler sur trois plans :

- former et prévenir en doublant les heures de PSE et d'éco-droit,
- accorder de nouveaux droits aux élèves mineur·es comme un droit de retrait face à des dangers graves et imminents ou des situations de Violences Sexistes et Sexuelles,
- sanctionner les entreprises coupables en renforçant les moyens de l'inspection du travail.

4- Surbooking, retards d'affectation, déscolarisation prévisibles

Comme à chaque rentrée, le nombre d'élèves non-affectées va être important et va se traduire par du surbooking, des retards d'affectation ou de la déscolarisation. Plutôt que de favoriser l'apprentissage à grands coups d'argent public, **il y a nécessité à augmenter les capacités d'accueil des lycées professionnels** notamment par la création de formations répondant aux enjeux écologiques et aux besoins sociaux.

Le lycée professionnel a subi deux réformes réactionnaires lors des quinquennats Macron. Leur bilan est catastrophique, nous vous proposons d'en faire l'analyse.

Pour lire, télécharger, imprimer et distribuer ou afficher sur le panneau syndical l'intégralité de notre tract, cliquez ci-dessous :

BILAN DES QUINQUENNATS MACRON

UN DÉMANTÈLEMENT DÉLIBÉRÉ DE LA VOIE PROFESSIONNELLE !

VOIE PRO

LA CGT ÉDUC'ACTION, LE SYNDICAT DE TOUS LES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION NATIONALE

RENTRÉE 2026 : IMPRÉPARATION, MÉPRIS ET ENTÊTEMENT …

Lors des discussions sur le calendrier des examens de la session 2026, la CGT Éduc'action avait proposé que **les épreuves se déroulent le matin** pour anticiper une éventuelle canicule. Le ministère était resté sourd à cette demande, et les épreuves du bac professionnel ont eu lieu, dans une chaleur accablante, plaçant les élèves et les personnels dans des conditions pénibles voire dangereuses.

Pour la session 2027 les épreuves se dérouleront à partir du 7 juin et uniquement le matin. Au-delà des aménagements de raison, **l'urgence réside dans la rénovation du bâti scolaire.**

L'introduction de la **correction dématérialisée** des copies **à laquelle la CGT Éduc'action est opposée**, a été **imposée sans concertation.** Elle a dégradé le travail collectif et collaboratif des personnels, et remis en cause l'équité de traitement des élèves. La CGT Éduc'action exige à minima dans un cadre national, **des décharges de service allouées à la hauteur de la charge de travail demandée.**

Alors que **le parcours « Y » est un échec**, le ministre s'entête à le maintenir. Entre novembre et début avril, les élèves du module « insertion professionnelle » feront, dans la continuité ou pas de leur PFMP, deux semaines supplémentaires, sécables et gratifiées. Ce module est corrélé avec le dispositif Avenirpro. Pour celles et ceux optant pour le module « poursuites d'études », ces deux semaines seront consacrées à préparer leur admission via Parcoursup dans un hypothétique BTS. Même réduit et déplacé dans l'année, ce parcours est inutile et va engendrer désorganisation et absentéisme ! **La CGT Éduc'action revendique son abrogation.**

édito

Le décès de plusieurs mineurs en stage a contraint le gouvernement à reconnaître, à demi-mot, la dangerosité de l'entreprise. Pour l'instant, **les réponses institutionnelles ne sont pas à la hauteur.** Pour la CGT Éduc'action, il n'y a pas de fatalité et des solutions existent pour protéger la jeunesse. **Il faut transformer les PFMP en stage de pratique et d'observation, les réduire et les sécuriser.** Pour la CGT Éduc'action il faut travailler sur trois plans : former et prévenir en doublant les heures de PSE et d'éco-droit, accorder de nouveaux droits aux élèves mineur-es comme **un droit de retrait face à des dangers graves et imminents ou des situations de Violences Sexistes et Sexuelles**, sanctionner les entreprises coupables en renforçant les moyens de l'inspection du travail.

Comme à chaque rentrée, **le nombre d'élèves non-affectées va être important** et va se traduire par du surbooking, des retards d'affectation ou de la déscolarisation. Plutôt que de favoriser l'apprentissage à grands coups d'argent public, il y a nécessité à augmenter les capacités d'accueil des lycées professionnels **notamment par la création de formations répondant aux enjeux écologiques et aux besoins sociaux.**

Le lycée professionnel a subi **deux réformes réactionnaires lors des quinquennats Macron**. Leur **bilan est catastrophique**, nous vous proposons d'en faire l'analyse.